

## Les perspectives de l'Union Européenne

Dr. GHRIS Abd Ennour \*

المستخلص:

الاتحاد الأوروبي يمر منذ 2007 - 2008 بأزمة اقتصادية حادة ولم يكن من الممكن تفادي التفكك إلا بعد تضحيات كبيرة. هذه الأزمة ولا شك ستترك أثارا ولفترة طويلة والتي سوف تغير نظرة الأوروبيين بشأن مستقبل الاتحاد. عملنا يرمى إلى إثارة بعض الأسئلة لها علاقة مع مستقبل الاتحاد الأوروبي؛ وهي تخص بعض البلدان الأعضاء وبعض البلدان المرشحة.

**Résumé:** L'Union Européenne que portent les Européens sur traverse, depuis 2007-2008 une crise l'avenir de leur union. Notre économique aigue. Elle n'a pu éviter travail vise à soulever certaines l'éclatement qu'au prix de grands questions en rapport avec sacrifices. Cette crise va sans aucun l'avenir de l'union européenne. Ces questions concernent aussi doute laisser des traces et pour bien des pays membres que des longtemps, elle va changer le regard pays candidats.

### Introduction

Nous assistons, depuis 2007- 2008, à une crise économique aigue. Certes, cette crise a touché plusieurs pays à travers la planète, mais ses effets ont été très ressentis en Europe.

Si l'élément déclencheur a été la crise des «subprimes» aux Etats-Unis, cette crise s'est vite transformée en une crise européenne qui a surtout touché les pays du PIGS (Portugal, Irlande, Grèce et Espagne (Spain)), sans pour autant épargner les autres pays comme l'Italie et peut être dans une moindre mesure la France qui trouve beaucoup de difficultés à inverser la courbe du chômage et relancer son économie.

Notre but n'est pas de traiter la crise européenne, mais il faut signaler que cette dernière a été à l'origine de l'ébranlement des fondements même de l'union européenne et a permis au doute de s'installer dans la zone Euro et dans les autres pays de l'union européenne.

---

\* Maître de conférences classe A, université d'Alger 3.

L'objectif de ce travail n'est pas de dessiner la carte de l'Union Européenne de demain mais plutôt de soulever certaines questions, par rapport à la crise mais aussi par rapport à des spécificités relatives à certains pays, sur les perspectives de l'union européenne.

Nous allons essayer à travers des constats et des comparaisons, utilisant des données statistiques, de tirer certaines interprétations quant à l'avenir de l'union européenne.

### **1-Présentation des critères de convergence (ou critères de Maastricht)**

Au nombre de quatre, les critères de convergence sont inscrits dans l'article 121 paragraphe 1 du traité de la communauté européenne. Ces critères sont : la stabilité des prix, la situation des finances publiques, le taux de change et les taux d'intérêt à long terme.

**1-la stabilité des prix** est perçue à travers un taux d'inflation qui doit être proche de celui des trois États membres, au plus, ayant obtenu les meilleurs résultats concernant la stabilité des prix. Le critère de stabilité des prix est satisfait lorsque le taux d'inflation de l'État concerné ne dépasse pas de plus de 1,5% la moyenne des taux des trois meilleurs États (au plus).

**2-la situation des finances publiques** : le traité insiste sur le fait que le déficit public ne doit pas être excessif pour que la situation des finances publiques soit soutenable. Deux éléments nous permettent de vérifier ce critère:

**a)** le déficit public annuel : il ne doit pas excéder 3% du PIB à la fin du précédent exercice budgétaire.

**b)** la dette publique : elle ne doit pas dépasser 60% du PIB à la fin de l'exercice précédent.

Le critère relatif à la dette publique vise à épargner aux pays de la zone Euro des situations insoutenables, car les choix qui s'imposeraient, alors, seraient difficiles, voire catastrophiques ; ça peut aller jusqu'à l'éclatement de l'union.

**3-le taux de change** : ce critère est obsolète pour les pays ayant rejoint la zone Euro. Il impose aux autres pays une participation au mécanisme de taux de change du système monétaire européen sans discontinuer pendant au moins les deux années ayant précédé l'examen de leur situation, sans

procéder à la dévaluation de leur monnaie par rapport à celle d'un autre pays membre.

**4-les taux d'intérêt à long terme** : ils ne doivent pas excéder de plus de 2% la moyenne des taux des trois pays membres, au plus, présentant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix.

Ces critères doivent être respectés pour permettre à un pays membre de l'union européenne de pouvoir rejoindre l'union économique et monétaire c'est-à-dire la zone euro. Mais ils sont censés, aussi, garantir la stabilité des prix et des finances publiques au sein de l'Union Européenne.

Néanmoins, une certaine souplesse a été introduite en 2005, et en fonction des situations de chaque pays, des dépassements temporaires et exceptionnels sont acceptés.

## **2-Position des pays de l'union européenne par rapport aux critères de convergence en 2011**

Il s'agit de voir dans quelle mesure les pays de l'Union Européenne respectent les critères de convergence.

	Solde des finances publiques (en % du PIB) (1)		Dettes publiques (en % du PIB) (2)		Inflation (en %) (3)		Taux d'intérêt à long terme (en %) (4)	
	2010 (r)	2011	2010 (r)	2011	2010	2011	2010	2011
Allemagne	-4,3	-1,0	83,0	81,2	1,2	2,5	2,74	2,61
Autriche	-4,5	-2,6	71,9	72,2	1,7	3,6	3,23	3,32
Belgique	-3,8	-3,7	96,0	98,0	2,3	3,5	3,46	4,23
Bulgarie	-3,1	-2,1	16,3	16,3	3,0	3,4	6,01	5,36
Chypre	-5,3	-6,3	61,5	71,6	2,6	3,5	4,60	5,79
Danemark	-2,5	-1,8	42,9	46,5	2,2	2,7	2,93	2,73
Espagne	-9,3	-8,5	61,2	68,5	2,0	3,1	4,25	5,44
Estonie	0,2	1,0	6,7	6,0	2,7	5,1	Nd	Nd
Finlande	-2,5	-0,5	48,4	48,6	1,7	3,3	3,01	3,01
<b>France</b>	<b>-7,1</b>	<b>-5,2</b>	<b>82,3</b>	<b>86,0</b>	<b>1,7</b>	<b>2,3</b>	<b>3,12</b>	<b>3,32</b>

Grèce	-10,3	-9,1	145,0	165,3	4,7	3,1	9,09	15,75
Hongrie	-4,2	4,3	81,4	80,6	4,7	3,9	7,28	7,64
Irlande	-31,2	-13,1	92,5	108,2	-1,6	1,2	5,74	9,60
Italie	-4,6	-3,9	118,6	120,1	1,6	2,9	4,04	5,42
Lettonie	-8,2	-3,5	44,7	42,6	-1,2	4,2	10,34	5,91
Lituanie	-7,2	-5,5	38,0	38,5	1,2	4,1	5,57	5,16
Luxembourg	-0,9	-0,6	19,1	18,2	2,8	3,7	3,17	2,92
Malte	-3,7	-2,7	69,4	72,0	2,0	2,5	4,19	4,49
Pays-Bas	-5,1	-4,7	62,9	65,2	0,9	2,5	2,99	2,99
Pologne	-7,8	-5,1	54,8	56,3	2,7	3,9	5,78	5,96
Portugal	-9,8	-4,2	93,3	107,8	1,4	3,6	5,40	10,24
République tchèque	-4,8	-3,1	38,1	41,2	1,2	2,1	3,88	3,71
Roumanie	-6,8	-5,2	30,5	33,3	6,1	5,8	7,34	7,29
Royaume-Uni	-10,2	-8,3	79,6	85,7	3,3	4,5	3,36	2,87
Slovaquie	-7,7	-4,8	41,1	43,3	0,7	4,1	3,87	4,45
Slovénie	-6,0	-6,4	38,8	47,6	2,1	2,1	3,83	4,97
Suède	0,3	0,3	39,4	38,4	1,9	1,4	2,89	2,61

nd : donnée non disponible.

r : données révisées.

(1) : chiffres notifiés à la Commission européenne et vérifiés par Eurostat.

(2) : dette brute des administrations publiques au sens de Maastricht.

(3) : indice des prix à la consommation harmonisés, en moyenne annuelle.

(4) : en moyenne annuelle.

**Sources** : Banque de France ; Commission européenne ; Eurostat (extraction décembre 2012).

Le bilan pour chaque critère, pour l'année 2011, nous donne ce qui suit :

**-solde des finances publiques :**

Huit pays remplissent le critère des 3%. Parmi eux deux sont même en excédent, il s'agit de la Suède (+0,3%) et de l'Estonie (+0,1%). Les pays ayant les déficits les plus élevés sont le Royaume Uni (-8,3%), l'Espagne (-8,5%), la Grèce (-9,1%) et l'Irlande (-13,1%).

**-dette publique :**

Les pays qui affichent une dette publique inférieure à 60% sont au nombre de 13. Les moins endettés sont l'Estonie (6%), la Bulgarie (16,1%), et le Luxembourg (18,2%). Concernant les pays les plus endettés, nous avons la Grèce (165,3%), l'Italie (120,1%), l'Irlande (108,2%) et le Portugal (107,8%) les autres pays sont sous la barre des 100% même si la Belgique n'est pas très loin avec 98%.

**-stabilité des prix :**

Les trois meilleurs résultats concernant la stabilité des prix sont (1,2%) pour l'Irlande, (1,4%) pour la Suède, et (2,1%) pour la Slovaquie et la République Tchèque. Ce qui fixe la limite à ne pas dépasser à 3,06% (d'après nos calculs)<sup>1</sup>.

10 pays respectent ce critère. Les taux d'inflation les plus élevés se trouvent en Roumanie (5,5%), en Estonie (5,1%), et au Royaume Uni (4,5%).

**-stabilité des taux de change :**

Tous les pays respectent ce critère car il n'y a pas eu de dévaluation pendant les deux années qui ont précédé 2011.

**-les taux d'intérêt :**

Le critère concernant les taux d'intérêt est déterminé par la moyenne des taux d'intérêt des trois pays, au plus, ayant les taux d'inflation les plus bas.

Il faut remarquer que l'Irlande, qui fait partie de ces pays, est durement touchée par la crise, ses taux d'intérêt sont très élevés (9,60%), ce qui rend

---

<sup>1</sup> Nous avons pris  $(1,2+1,4+2,1)/3 = 1,56$ . Si on lui ajoute 1,5 nous obtenons 3,06

le résultat un peu biaisé puisqu'il situe ce critère à (7,31)%<sup>2</sup>, ce qui va permettre à 23 pays de le respecter.

Il ya lieu de noter que si des pays comme la Grèce ou le Portugal, qui ont été presque terrassés par la crise, ne remplissent pas les critères les plus importants, les grands membres de l'Union Européenne ne font pas mieux. L'Allemagne a une dette publique de (81,2%). Pour la France, nous avons un solde budgétaire de (-5,2%) et une dette publique de (86%), alors que le Royaume Uni a un solde budgétaire de (-8,3%), une dette publique de (85,7%) et un taux d'inflation de (4,5%).

Les pays les plus sérieux sont le Danemark et la Suède qui ont respecté les cinq critères.

### **3-Le cas du Royaume Uni**

Face à la position « ambigüe » du Royaume Uni, l'on pourrait se demander si un jour le Royaume Uni pourrait quitter l'union européenne. D'ailleurs c'est la question que compte poser, lors d'un référendum qui sera probablement organisé avant le 31 décembre 2017, le premier ministre conservateur David Cameron, s'il était réélu. La question est formulée comme suit : "Pensez-vous que le Royaume-Uni devrait rester un membre de l'Union européenne ?"

Le Royaume Uni ne peut pas rester indéfiniment à la fois dans et hors de L'union Européenne, un jour ou l'autre, il doit se décider.

Mais une chose est sûre, le Royaume Uni ne peut pas quitter facilement l'Union Européenne pour plusieurs raisons, parmi lesquelles nous avons :

-Près de 50% du commerce du Royaume Uni se fait avec l'Union Européenne<sup>3</sup>.

-l'opposition des travaillistes et des libéraux à ce que le Royaume Uni quitte l'Union Européenne.

-l'opposition des Etats Unis à ce que le Royaume Uni quitte l'Union Européenne, sous prétexte que cela affaiblirait aussi bien l'Union Européenne que le Royaume Uni, mais en réalité ce dernier est connu pour

---

<sup>2</sup> Nous avons pris l'Irlande, la Suède et la République Tchèque :  $(9,60+2,61+3,71)/3=5,31$ .  
En lui ajoutant 2 nous obtenant 7,31

<sup>3</sup> eurostat

ses positions pro Américaines et constitue un élément de pression sur les décisions européennes lorsqu'il s'agit des intérêts américains.

#### **4-La Turquie est-elle sur le point de rejoindre l'union européenne ?**

Le rapprochement entre la Turquie et l'Europe date de plus de cinquante ans.

Le 13 juillet 1959, la Turquie dépose sa demande d'association à la Communauté Economique Européenne (CEE).

Le 12 septembre 1963, l'accord d'association est signé (l'accord d'Ankara). Cet accord inclut la perspective d'adhésion de la Turquie à la CEE, il entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 1964.

Le 14 avril 1987, la Turquie a déposé formellement sa candidature d'adhésion à la Communauté Economique Européenne. Mais ce n'est que le 12 décembre 1999, lors du sommet d'Helsinki, que la Turquie est reconnue, par le Conseil Européen, comme candidate au même titre que les autres candidats potentiels.

Si les négociations ont débuté le 30 octobre 2005, il faut souligner que sur les 35 chapitres, 13 ont été ouverts et un seul a pu être bouclé.

Par ailleurs, il faut préciser que les négociations entre l'Union Européenne et la Turquie ont repris le 5 novembre 2013, après trois ans de paralysie. Il faut signaler, au passage, le rythme très lent avec lequel se déroule le processus, en le comparant avec celui de la Croatie qui a procédé au dépôt formel de sa candidature le 23 février 2003 et intégré l'Union Européenne le 1<sup>er</sup> juillet 2013.

L'examen de quelques indicateurs économiques nous donne une idée sur la position de la Turquie par rapport à certains pays de l'Union Européenne.

**a/Taux de croissance du PIB réel – en volume Variation par rapport à l'année précédente (%)**

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
UE (28 pays)	1.5	2.6	2.2	3.4	3.2	0.4	-4.5	2.0	1.6	-0.4	:	:
UE (27 pays)	1.5	2.6	2.2	3.4	3.2	0.4	-4.5	2.0	1.7	-0.4	-0.1(f)	1.4(f)
Zone euro (composit variable)	0.7	2.2	1.7	3.2	2.9	0.4	-4.4	2.0	1.5	-0.6	-0.4(f)	1.2(f)
Zone euro (17 pays)	0.7	2.2	1.7	3.2	3.0	0.4	-4.4	2.0	1.5	-0.6	-0.4(f)	1.2(f)
Belgique	0.8	3.3	1.8	2.7	2.9	1.0	-2.8	2.4	1.8	-0.3	0.0(f)	1.2(f)
Bulgarie	5.5	6.7	6.4	6.5	6.4	6.2	-5.5	0.4	1.8	0.8	0.9(f)	1.7(f)
République tchèque	3.8	4.7	6.8	7.0	5.7	3.1	-4.5	2.5	1.8	-1.2	-0.4(f)	1.6(f)
Danemark	0.4	2.3	2.4	3.4	1.6	-0.8	-5.7	1.6	1.1	-0.4	0.7(f)	1.7(f)
Allemagne	-0.4	1.2	0.7	3.7	3.3	1.1	-5.1	4.0	3.3	0.7	0.4(f)	1.8(f)
Estonie	7.8	6.3	8.9	10.1	7.5	-4.2	-14.1	2.6	9.6	3.9	3.0(f)	4.0(f)
Irlande	3.9	4.4	5.9	5.4	5.4	-2.1	-5.5	-0.8	1.4	0.9	1.1(f)	2.2(f)
Grèce	5.9	4.4	2.3(b)	5.5	3.5	-0.2(p)	-3.1(p)	-4.9(p)	-7.1(p)	-6.4(p)	-4.2(f)	0.6(f)
Espagne	3.1	3.3	3.6	4.1	3.5	0.9	-3.8	-0.2	0.1	-1.6	-1.5(f)	0.9(f)
France	0.9	2.5	1.8	2.5	2.3	-0.1	-3.1	1.7	2.0	0.0	-0.1(f)	1.1(f)
Croatie	5.4	4.1	4.3	4.9	5.1	2.1	-6.9	-2.3	0.0(p)	-2.0(p)	-1.0(f)	0.2(f)
Italie	0.0	1.7	0.9	2.2	1.7	-1.2	-5.5	1.7	0.4	-2.4	-1.3(f)	0.7(f)
Chypre	1.9	4.2	3.9	4.1	5.1	3.6	-1.9	1.3	0.5	-2.4	-8.7(f)	-3.9(f)



Lettonie	7.6	8.9	10.1	11.2	9.6	-3.3	-17.7	-0.9	5.5	5.6	3.8(f)	4.1(f)
Lituanie	10.3	7.4	7.8	7.8	9.8	2.9	-14.8	1.5	5.9	3.7	3.1(f)	3.6(f)
Luxembourg	1.7	4.4	5.3	4.9	6.6	-0.7	-4.1	2.9	1.7	0.3	0.8(f)	1.6(f)
Hongrie	3.9	4.8	4.0	3.9	0.1	0.9	-6.8	1.3	1.6	-1.7	0.2(f)	1.4(f)
Malte	0.7	-0.3	3.6	2.6	4.1	3.9	-2.8	4.0	1.6	0.8	1.4(f)	1.8(f)
Pays-Bas	0.3	2.2	2.0	3.4	3.9	1.8	-3.7	1.5	0.9	-1.2	-0.8(f)	0.9(f)
Autriche	0.9	2.6	2.4	3.7	3.7	1.4	-3.8	1.8	2.8	0.9	0.6(f)	1.8(f)
Pologne	3.9	5.3	3.6	6.2	6.8	5.1	1.6	3.9	4.5	1.9	1.1(f)	2.2(f)
Portugal	-0.9	1.6	0.8	1.4	2.4	0.0	-2.9	1.9	-1.3(p)	-3.2(p)	-2.3(f)	0.6(f)
Roumanie	5.2	8.5	4.2	7.9	6.3	7.3	-6.6	-1.1	2.2	0.7	1.6(f)	2.2(f)
Slovénie	2.9	4.4	4.0	5.8	7.0	3.4	-7.9	1.3	0.7	-2.5	-2.0(f)	-0.1(f)
Slovaquie	4.8	5.1	6.7	8.3	10.5	5.8	-4.9	4.4	3.2	2.0	1.0(f)	2.8(f)
Finlande	2.0	4.1	2.9	4.4	5.3	0.3	-8.5	3.4	2.7	-0.8	0.3(f)	1.0(f)
Suède	2.3	4.2	3.2	4.3	3.3	-0.6	-5.0	6.6	3.7	0.7	1.5(f)	2.5(f)
Royaume-Uni	3.9	3.2	3.2	2.8	3.4	-0.8	-5.2	1.7	1.1	0.2	0.6(f)	1.7(f)
Islande	2.4	7.8	7.2	4.7	6.0	1.2	-6.6	-4.1	2.7	1.4	1.8(f)	3.0(f)
Norvège	1.0	4.0	2.6	2.3	2.7	0.1	-1.6	0.5	1.2	3.1	2.6(f)	2.5(f)
Suisse	0.0	2.4	2.7	3.8	3.8	2.2	-1.9	3.0	1.8	1.0	1.4(f)	1.9(f)

Monténégro	2.5	4.4	4.2	8.6	10.7	6.9	-5.7	2.5	3.2	-0.5(f)	1.8(f)	2.6(f)
Ancienne Rép. yougoslave de Macédoine	2.8	4.6	4.4	5.0	6.1	5.0	-0.9	2.9	2.8(e)	-0.2(e)	1.5(f)	2.0(f)
Serbie	2.5	9.3	5.4	3.6	5.4	3.8	-3.5	1.0	1.6	-1.7(e)	1.7(f)	1.9(f)
Turquie	5.3	9.4	8.4	6.9	4.7	0.7	-4.8	9.0	8.8(f)	2.2(f)	3.2(f)	4.0(f)
États-Unis	2.8	3.8	3.4	2.7	1.8	-0.3	-2.8	2.5	1.8	2.8	1.9(f)	2.6(f)
Japon	1.7	2.4	1.3	1.7	2.2	-1.0	-5.5	4.7	-0.6	2.0	1.4(f)	1.6(f)

:nd=non disponible f=prévision b=rupture de série p=provisoire e=estimé Source des données: Eurostat

Exception faite de l'année 2009 où tous les pays ont ressenti les effets de la crise, la Turquie enregistre des taux de croissance très élevés. Ses taux de croissance font même rêver les pays de l'Union Européenne. Car c'est ce qu'il faut pour relancer une économie et créer des emplois.

### **b/Chômage officiel**

Le chômage officiel répertorie la différence entre le nombre d'actifs (au sens du BIT) et le nombre d'employés. Ce chiffre ne prend pas en compte le sous-emploi.

#### **Taux de chômage (en pourcentage) par pays dans l'Union européenne :**

<b>Pays ou zone</b>	<b>1997</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>
UE-27 (27 pays)	-	10,1	9,6	9,8	9,9	10,1	9,8	9,0	7,9	7,6	8,9	<b>9,6</b>	<b>9,8</b>	<b>10,5</b>
Zone euro	13,0	10,3	9,5	9,8	10,2	10,4	10,3	9,6	8,6	8,4	9,8	10,3	10,5	11,6
Allemagne	10,5	8,4	7,9	8,5	9,4	10,2	11,0	10,2	8,8	7,7	7,3	6,6	5,6	5,2
Autriche	5,4	4,3	4,2	4,4	4,7	5,4	5,5	5,2	5,0	4,1	4,6	4,2	4,3	4,3
Belgique	11,9	8,5	7,5	8,6	8,9	9,5	9,5	9,3	8,5	7,6	8,1	8,5	7,2	7,4
Bulgarie	-	16,2	18,6	17,4	13,4	11,6	10,0	9,4	7,4	5,8	6,7	9,6	10,1	10,8

Chypre	-	7,1	5,5	4,3	4,7	6,0	6,5	5,4	4,6	4,3	5,5	6,4	7,7	11,1
Croatie	-	-	-	14,9	14,2	13,7	12,7	11,2	9,6	8,4	9,1	11,8	13,5	15,9
Danemark	6,2	4,8	5,0	5,0	6,1	6,0	5,3	4,5	4,2	3,7	5,3	6,5	7,5	7,5
Espagne	24,4	17,0	15,1	16,2	15,8	14,8	12,2	11,6	10,9	13,0	18,4	20,5	22,2	25,4
Estonie	-	12,6	12,2	9,7	9,9	9,0	7,0	5,6	3,8	5,3	10,6	14,3	11,8	9,3
Finlande	12,7	9,8	9,1	9,1	9,0	8,8	8,4	7,7	6,9	6,4	8,2	8,4	7,8	7,7
France	12,7	10,8	9,7	9,3	9,9	10,3	10,3	10,1	9,0	8,4	9,8	10,1	10,2	10,4
Grèce	-	17,1	16,1	15,7	15,0	16,2	15,3	13,6	12,8	11,4	13,2	16,2	21,4	28,1
Hongrie	8,0	5,6	4,9	5,1	5,5	6,1	7,4	7,8	7,7	8,1	9,7	10,7	10,9	10,6
Irlande	9,9	4,1	3,8	4,1	4,1	4,0	4,1	4,3	4,3	4,9	8,2	9,9	10,8	11,0

Italie	15,4	13,6	12,1	11,4	11,3	10,5	10,1	8,8	7,9	8,5	8,4	8,8	8,7	8,4
Lettonie	-	12,9	11,5	11,5	11,2	10,9	9,3	6,6	6,0	7,4	14,8	16,7	13,8	13,9
Lituanie	-	14,0	14,7	12,9	12,1	11,7	8,1	5,1	3,9	5,2	10,1	14,4	12,9	11,5
Luxembourg	3,9	2,9	2,4	3,5	4,9	6,8	6,1	5,9	5,1	5,9	5,9	5,5	6,0	5,8
Malte	-	7,4	9,3	9,3	9,3	9,0	8,9	8,6	7,6	6,9	7,6	7,1	7,1	7,3
Pays-Bas	6,9	3,9	3,2	3,5	4,3	5,3	5,8	5,0	4,1	3,4	3,8	4,5	4,4	5,2
Pologne	13,0	18,2	19,9	21,0	20,6	20,1	19,4	15,1	10,3	7,9	8,6	10,0	10,4	10,9
Portugal	7,6	5,2	5,4	6,4	7,7	8,0	9,1	9,3	10,0	9,2	10,5	12,2	13,2	15,8
République tchèque	-	8,8	8,1	7,3	7,8	8,3	7,9	7,1	5,3	4,4	6,7	7,3	6,7	7,0
Roumanie	5,7	6,3	6,2	7,1	6,3	6,9	6,4	6,1	5,4	4,7	5,8	6,5	6,8	6,4

Royaume-Uni	6,8	5,4	5,0	5,1	5,0	4,7	4,8	5,4	5,3	5,6	7,6	7,8	8,0	7,9
Slovaquie	-	18,7	18,9	18,9	17,9	19,3	17,4	14,8	12,8	11,0	12,9	14,7	13,6	14,5
Slovénie	7,1	7,0	6,8	6,8	7,1	6,9	7,1	7,2	5,9	4,8	5,8	7,1	8,2	9,4
Suède	9,9	5,6	5,8	6,0	6,6	7,4	7,7	7,1	6,1	6,2	8,3	8,6	7,8	8,0
<b>Pays candidats</b>														
Turquie	-	-	-	-	-	-	9,2	8,7	8,8	9,7	12,5	10,7	8,8	8,1

Source : Eurostat - Taux de chômage - taux moyens annuels [2])

Si nous prenons l'année 2012, avec un taux de chômage de 8,1%, la Turquie surclasse 16 pays de l'Union Européenne. Mieux encore, son taux est inférieur à la moyenne de l'Union Européenne (à 27 pays) (10, 5%), il est aussi inférieur à la moyenne de la zone Euro (11,6%).

### **c/Les réserves de change :**

En 2012 les réserves de change de la Turquie étaient de 119167 millions de dollars US<sup>4</sup>, le tableau suivant nous permet de les comparer avec celles des pays de l'Union Européenne :

Réserves de change en millions de dollars US

Allemagne	248878	Italie	181683
Autriche	27214	Lettonie	7523
Belgique	30776	Lituanie	8530
Bulgarie	20520	Luxembourg	991
Chypre	1192	Malte	704
Croatie	14804	Pays Bas	54816
Danemark	89704	Pologne	108915
Espagne	50595	Portugal	22660
Estonie	301	République Tchèque	44883
Finlande	11079	Roumanie	46724
France	184551	Royaume Uni	134261
Grèce	7257	Slovaquie	2508
Hongrie	44703	Slovénie	953
Irlande	1709	Suède	52262

Source : FMI

En termes de réserves de change, la Turquie n'est dépassée que par quatre pays de l'Union Européenne, à savoir l'Allemagne, la France, l'Italie et le royaume Uni c'est-à-dire les quatre premières économies de l'Union Européenne. La position de la Turquie est très confortable, elle reflète la bonne santé financière du pays.

---

<sup>4</sup> Source : FMI

**d/Le solde budgétaire :****Solde budgétaire de la Turquie (en % du PIB)**

Année	Solde
2011	-0,7
2012	-1,6
2013	-2,3

**Source :** Eurostat-Commission Européenne-FMI

Le solde budgétaire de la Turquie pour l'année 2011 est de (-0,7%). Même si l'on prend en considération le taux de 2012 (-1,6%) et celui de 2013 (-2,3%), le critère de Maastricht relatif au déficit budgétaire est respecté, ce qui n'est pas le cas de 19 pays de l'Union Européenne en 2011.

**e/Dette publique :****Dette publique de la Turquie (en % du PIB)**

Année	Dette (en % du PIB)
2011	39,1
2012	36,2
2013	36,0

**Source :** Eurostat-Commission Européenne-FMI

Notons que pour les trois années, la Turquie vérifie le critère relatif à la dette publique. Si nous prenons l'année 2011, la Turquie se classe devant 21 pays de l'Union Européenne, parmi eux, nous trouvons l'Allemagne, la France, le Royaume Uni, l'Italie et l'Espagne, c'est-à-dire les cinq principales économies de l'union.

La Turquie n'a rien à envier à certains pays de l'union européenne. Nous dirons même qu'elle n'est pas très loin de ses meilleurs élèves.

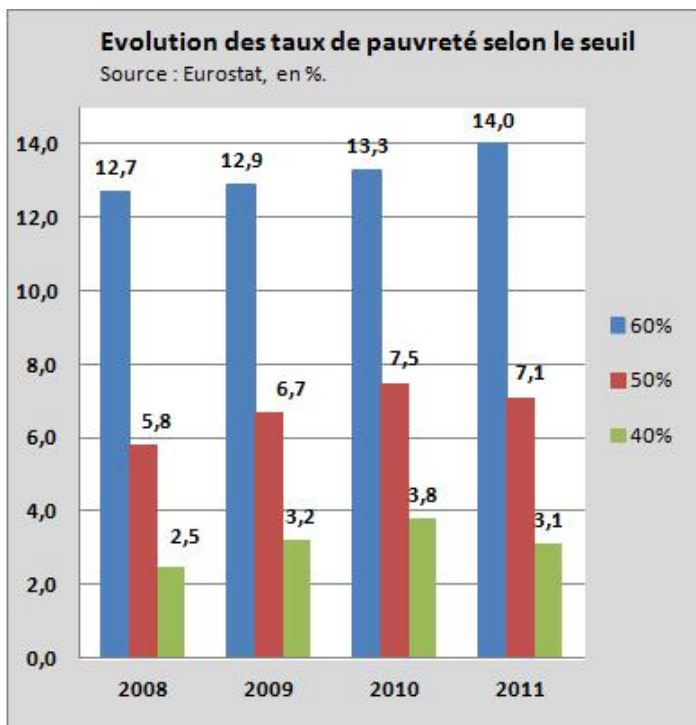
Vu l'état actuel des choses, la Turquie qui vit dans un « certain confort » par rapport à certains pays de l'Union Européenne, préfère temporiser.

Avec les séquelles laissées par la crise qui a secoué l'Europe, la Turquie est persuadée que rejoindre l'Union Européenne, dans le contexte actuel, ne procure pas que des avantages.



## 5-La pauvreté dans l'union européenne

Il faut rappeler que la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale est l'une des priorités de l'Union Européenne, cela passe par l'accès à l'emploi et des actions en faveur des plus vulnérables. Mais avec la crise économique, nous ne pouvons que nous rendre à l'évidence que bien du chemin reste à faire. Nous pouvons dire qu'au contraire, les choses se sont dégradées, d'ailleurs le graphe suivant nous le confirme.



Nous assistons à une augmentation de la pauvreté au seuil de 60% qui passe de 12,7% à 14% entre 2008 et 2011.

Face aux dégâts provoqués par la crise, et aux mesures d'austérité prises par les dirigeants des pays les plus touchés, des fois sous la pression de la troïka, les résultats ne pouvaient être que catastrophiques. D'ailleurs l'austérité comme remède à la crise a été rejetée par des économistes de renom, pour Joseph Stiglitz, « l'austérité mène au désastre »<sup>5</sup>.

L'augmentation de la pauvreté résulte de la très forte progression du chômage.

<sup>5</sup> <http://socio13.wordpress.com/2010/05/23/joseph-stiglitz-lausterite-mene-au-desastre/>

Mario Draghi, président de la banque centrale européenne, avait affirmé en 2011, et pour la première fois que le « modèle social européen était mort »<sup>6</sup>.

### -Conclusion

Même si vers la fin de l'année 2013, l'Espagne sort officiellement du plan d'aide pour ses banques, comme l'avait fait, quelques semaines avant elle, l'Irlande<sup>7</sup>, et même si la Grèce espère en faire autant en 2014<sup>8</sup>, nous ne pouvons pas dire que l'union européenne va mieux, mais que l'union européenne va moins mal. La croissance reste très faible<sup>9</sup>, or pour inverser le processus engendré par la crise et créer des emplois supplémentaires, l'économie doit revenir à une croissance suffisamment importante. L'union européenne est arrivée à la croisée des chemins. Va-t-elle intégrer les autres pays européens, ou va-t-elle fermer la porte à cause des difficultés qu'elle rencontre ?

Certains spécialistes considèrent que la construction de l'Union Européenne s'est faite dans la précipitation puisqu'il s'agissait de « réaliser le recouvrement de l'Europe géographique et historique par l'Europe économique et politique »<sup>10</sup>. De ce fait la manière avec laquelle est construite l'Europe a atteint ses limites.

Certaines candidatures reconnues ou probables posent déjà des problèmes. Faut-il régler ces problèmes avant l'intégration ou bien procéder au règlement au sein de l'Union Européenne, une fois les pays acceptés. Il faut reconnaître que cette deuxième option n'est pas toujours facile à réaliser, puisque l'Union Européenne traîne toujours le contentieux, concernant Gibraltar, entre l'Espagne et le Royaume Uni.

Nous avons entre autres, le statut du Kosovo, qui est un candidat potentiellement attendu ; son indépendance n'est pas reconnue par certains Etats membres de l'Union Européenne, elle n'est pas reconnue non plus par la Serbie, un autre candidat à l'Union.

---

<sup>6</sup> <http://www.les-crises.fr/modele-social-draghi/>

<sup>7</sup> [http://www.lemonde.fr/economie/article/2013/12/31/l-espagne-sort-du-plan-d-aide-pour-les-banques\\_4341575\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2013/12/31/l-espagne-sort-du-plan-d-aide-pour-les-banques_4341575_3234.html)

<sup>8</sup> <http://www.lesechos.fr/economie-politique/monde/actu/0203214605143-la-grece-n-aura-plus-besoin-des-plans-d-aide-de-la-troika-en-2014-639952.php>

<sup>9</sup> Voir tableau de l'évolution du PIB réel (Eurostat).

<sup>10</sup> -Jean-Marc Ferry «Face à la crise, quelles perspectives pour l'Union européenne ?», *Politique étrangère* 3/2005 (Automne),p514

Il y a aussi le nom de la république de Macédoine, qui est contesté par la Grèce.

Enfin, il y a la non reconnaissance de Chypre par la Turquie. Mais ceci ne pourrait être qu'un prétexte pour bloquer la Turquie. Les plus optimistes donnent 2020 comme année d'adhésion de la Turquie au sein de l'Union Européenne, or en 2020, la population de la Turquie va dépasser celle de l'Allemagne<sup>11</sup>, le pays de l'Union Européenne le plus peuplé actuellement. Et l'un des principes déterminant le nombre de députés européens pour chaque pays est clair, il s'agit du principe de l'ordre pour lequel « un État plus peuplé ne peut avoir moins de députés qu'un État moins peuplé ». Peut-on accepter, au sein de l'Union Européenne, qu'un jour un pays musulman ait le plus grand nombre de députés ? C'est peut être l'origine des réticences de l'Union Européenne.

Sur un autre plan, malgré ses menaces, le Royaume Uni n'a aucun intérêt à quitter l'Union Européenne.

Consciente de son poids et du rôle qu'elle peut jouer tant sur le plan économique (elle représente 20% du PIB mondial)<sup>12</sup> que sur le plan politique, l'Union Européenne va certainement continuer à exister tout en essayant de gérer les différents problèmes auxquels elle fait face.

---

<sup>11</sup>[http://dandurand.uqam.ca/uploads/files/publications/rflexions/Chronique\\_europeenne/Candidature\\_Turquie\\_Chronique090310.pdf](http://dandurand.uqam.ca/uploads/files/publications/rflexions/Chronique_europeenne/Candidature_Turquie_Chronique090310.pdf) p 5

<sup>12</sup> Yann Richard ; La crise Européenne. Un regard de géographe  
<http://echogeo.revues.org/13043>

## Références

Andrew Balls, Andrew Bosomworth, Mike Amey; L'Europe de demain, Secular Outlook Series, N°1, Juin 2012.

Guillaume Duval « Reprise, es-tu là ? », *Alternatives économiques* 9/2013 (N° 327), p. 6-6.

URL : [www.cairn.info/magazine-alternatives-economiques-2013-9-page-6.htm](http://www.cairn.info/magazine-alternatives-economiques-2013-9-page-6.htm)

Guillaume Duval « Le tour d'Europe de la crise sociale », *Alternatives économiques* 4/2013 (N° 323), p. 6-6.

URL: [www.cairn.info/magazine-alternatives-economiques-2013-4-page-6.htm](http://www.cairn.info/magazine-alternatives-economiques-2013-4-page-6.htm)

Jean-Marc Ferry « Face à la crise, quelles perspectives pour l'Union européenne ? », *Politique étrangère* 3/2005 (Automne), p. 511-522.

Jean Paul Fitoussi ; le théorème du lampadaire, le monde diplomatique, juillet 2013.

Cédric Leterme ; bilan social de l'union européenne – carrefour ou terminus, correspondances européennes du travail, 22 juin 2012.

André Prüm ; l'union européenne en crise face au dogme de l'efficience des marchés financiers ; European university institute, Robert Schuman center for Advanced Studies, Global Governance Program, EUI Working Paper RSCAS 2013/01

Croissance et pauvreté en Europe Occidentale, Le Monde Diplomatique Décembre 2013.

[http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY\\_PUBLIC/3-21112013-AP/FR/3-21112013-AP-FR.PDF](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/3-21112013-AP/FR/3-21112013-AP-FR.PDF)

<http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/criteres-convergence-maastr.htm>

[http://europa.eu/legislation\\_summaries/other/l25014\\_fr.htm](http://europa.eu/legislation_summaries/other/l25014_fr.htm)

<http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/finances-publiques/approfondissements/budget-contraintes-europeennes.html>

<http://www.bfmtv.com/economie/maastricht-vingt-ans-non-respect-traite-296734.html>

[http://dandurand.uqam.ca/uploads/files/publications/rflexions/Chronique\\_europeenne/Candidature\\_Turquie\\_Chronique090310.pdf](http://dandurand.uqam.ca/uploads/files/publications/rflexions/Chronique_europeenne/Candidature_Turquie_Chronique090310.pdf)

<http://opee.u-strasbg.fr/IMG/pdf/14article05.pdf>